

## **Voeu humanité (adopté à l'unanimité)**

# **Faire lire L'Humanité, bien commun des communistes**

Journal communiste, journal engagé, il est ancré dans les luttes sociales et écologiques, comme dans le monde de la culture et de la création. Journal d'analyse, d'enquête et de débat, il est le lieu d'un dialogue avec les forces syndicales, associatives, du mouvement social. L'Huma est un outil décisif des batailles sociales et politiques nationales. Son développement est un objectif politique prioritaire. Nous avons l'ambition que chaque militant devienne lecteur, lectrice et promeuve le journal, que les communistes puissent se nourrir du journal afin de les aider dans leurs combats et leurs analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale.

Dans cet objectif, la direction du parti engage un dialogue avec la direction et l'équipe du journal pour que celui-ci reconnaisse et assume son lien avec le PCF, et ne parle plus de ce parti comme d'un parti qui lui serait extérieur, dont il commenterait l'actualité comme il le fait pour d'autres partis, mais comme de SON parti, auquel il est indissolublement lié dans un combat commun pour l'émancipation.

Une bataille commune est engagée par l'Humanité, l'ensemble de la presse communiste et le parti afin de proposer en même temps à nos sympathisants l'adhésion au parti et l'abonnement à la presse.

## Voeu sur la ZFE (adopté à l'unanimité)

La révision du projet de ZFE annoncée par le Président de la Métropole est une occasion de mieux prendre en compte les réserves et inquiétudes exprimées par de nombreux acteurs, dont les communistes et leurs élus. L'enjeu est de contribuer à une mobilité métropolitaine respectueuse de ses habitants, une mobilité propre et juste.

- De ce point de vue, les communistes rappellent les grands principes qu'ils défendent
- 1/ Les étiquettes Crit'Air sont inadaptées et injustes. Elles légitiment un véhicule hybride lourd, à la conduite brutale et interdisent un véhicule diesel plus léger bien entretenu et utilisé en écoconduite. Elles se focalisent sur les émissions d'azote alors que toutes les études montrent que les poussières ont plus d'impact sanitaires. Pour nous, l'évaluation d'un véhicule devrait être associée à son contrôle technique et tenir compte de l'ensemble de ses émissions et de leur impact sanitaire.
- 2/ Le passage forcé au tout électrique est un non sens économique, social, environnemental et industriel. C'est encore une décision européenne qui joue dans la guerre des géants de l'automobile dans un marché en difficulté. Les conditions logistiques du véhicule électrique pour les voyages longs, dans les quartiers populaires comme les zones rurales, avec un niveau de service comparable aux véhicules thermiques demanderont des années et posent de nombreuses questions urbaines et technologiques.
- 3/ L'agenda d'une ZFE juste accélérant l'amélioration du parc automobile sans créer d'inégalités dans le droit à la mobilité doit être lié à l'agenda de développement des alternatives, transport en commun, covoiturage, services mobilités, modes actifs. C'est le plan des mobilités en discussion au SYTRAL qui doit définir l'agenda de réduction de la part modale de la voiture et définir ainsi le cadre réaliste de l'agenda de la ZFE.
- 4/ le niveau d'investissement du SYTRAL, pourtant doublé par la majorité métropolitaine, n'est pas suffisant pour répondre aux besoins de mobilité dans la justice sociale. Il faut repenser le modèle de mobilité métropolitain et trouver les financements nécessaires pour répondre aux besoins. Ce plan doit intégrer le rail avec le projet de RER métropolitain, qui constitue une alternative essentielle à la voiture pour les déplacements pendulaires des territoires périphériques de la métropole.
- 5/ Le nouvel agenda doit intégrer un plan de consolidation du SYTRAL pour sortir des difficultés de recrutement, de maintenance, de qualité de service.
- 6/ il faut mieux prendre en compte la situation économique de l'automobile, dans un contexte de concurrence et de restructuration exacerbée au niveau mondial, d'une décision de sortie du moteur thermique dont les enjeux et les conséquences doivent être discutés, et des impacts sur le marché de l'entretien avec de nombreuses fermetures de garages. Il faut, notamment, mieux comprendre l'impact de ces évolutions sur le marché de l'occasion, pour ne pas jeter à la casse trop de véhicules qui pourraient apporter une réponse à un coût social et environnemental maîtrisé. Cette connaissance du marché de l'occasion permettra de mieux cibler le niveau d'aides jugé, très souvent, comme insuffisant.
- 7/ Une ZFE juste doit être incitative et ne peut reposer sur des sanctions. Nous considérons qu'un habitant qui ne peut changer de véhicule ni de mobilité n'est pas un délinquant. Le principe de faire payer un PV ZFE, indépendamment de la situation de la personne et des efforts faits ou non pour tenir compte de la ZFE, est injuste d'autant plus quand la ZFE autorise des véhicules lourds, qui ne sont propres que par leur classification...

## Vœu sur la paix (adopté à l'unanimité)

Il est urgent d'oser la paix!

Un an après l'invasion russe en Ukraine, la paix ne semble pas être d'actualité, ni pour la Russie, ni pour l'Ukraine, ni pour les puissances occidentales.

Les envois d'armes à l'Ukraine par les puissances occidentales se multiplient. Ainsi, les membres de l'Otan et les pays européens entrent dans un cycle dangereux d'envoi d'armes lourdes avec l'objectif affiché d'aider l'Ukraine à vaincre la Russie, alors qu'il faudrait un cessez le feu. La voie diplomatique ne semble plus du tout être à l'ordre du jour. Or, ce n'est pas en armant l'Ukraine, en rajoutant de la guerre à la guerre que la paix pourra advenir.

Un nouveau cap a été passé en France avec le projet du Président de la République d'envoyer des chars à l'armée ukrainienne. En envoyant ces armes, la France prend directement part au conflit et agit comme un facilitateur de guerre, comme dans d'autres pays dont le Yémen.

Le Président de la République a décidé une enveloppe de 413 milliards d'euros pour le budget des armées dans les 7 prochaines années. Celui-ci augmentera donc d'un tiers.

Le projet de loi de programmation militaire français s'inscrit dans la volonté de soutenir un effort de guerre et de pérenniser la prétendue dissuasion nucléaire par la modernisation de l'arme nucléaire française, alors que 92 pays ont signé le traité d'interdiction des armes nucléaires qui les rend illégales. Quand nous aspirons à la paix, la France s'enfonce dans un engrenage guerrier.

Le PCF doit mener une grande bataille pour la paix en exigeant:

- L'arrêt de toute livraison d'armes afin d'arrêter cette spirale dangereuse pour les peuples.
- Un cessez le feu et des négociations de paix
- un plan de paix qui n'humilie personne, un plan d'apaisement qui organise la sécurité de tous les pays, dont l'Ukraine et la Russie et garantisse le droit d'auto-détermination aux peuples du Donbass
- La protection des populations en retissant les liens entre elles et en empêchant le cycle infernal des vengeances.
- La France rejoint les nombreux pays dans le monde qui expriment leur refus de l'escalade guerrière et plaident pour une paix négociée.
- Libérer la France de l'OTAN et faire entendre une voix de paix en Europe .
- Refuser le piège l'Union sacrée. Le peuple n'a aucun intérêt avec ceux qui profitent des guerres, ni avec les marchands d'armes, ni les oligarques de l'énergie.

Nous appelons les pacifistes, humanistes et progressistes à engager une grande campagne dans tout le pays, une grande campagne pour la paix comme ils l'avaient fait contre la guerre en Irak.

Refusons la guerre au profit des multinationales de l'énergie et des armes, au profit des seuls intérêts des USA contre les intérêts de la France et de l'Europe.

## **Voeu sur les symboles (adopté)**

réintégrer dans nos symboles (drapeau, logo) la faucille et le marteau comme les arborent tous les partis communistes du monde.